

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1984)  
**Heft:** 721

**Artikel:** Coûts de la santé : le poids des médecins  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1016848>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le poids des médecins

La face cachée du système de santé a longtemps été son coût. Depuis peu, les budgets sont passés au crible et les économies sont à l'ordre du jour. Mais les propositions de réforme buttent encore systématiquement sur deux obstacles majeurs: d'une part le manque chronique de données vérifiées sur le «ménage médical» au sens large (l'introduction de l'informatique va à coup sûr permettre aux corporations médicales de mieux se connaître elles-mêmes, mais on peut douter que ces données seront portées à la connaissance des autorités concernées et d'un plus large public...) et d'autre part l'absence d'une véritable politique prospective économique et financière en matière de santé.

Au chapitre de la prospective, le tir de barrage des médecins qui ne supportent pas d'être comptabilisés comme des agents économiques est impressionnant: la ligne de défense passe par de véritables incantations sur le thème de la médecine libérale et du jeu sacré de l'offre et de la demande. Défense un peu courte tout de même: dans la pratique, les interventions se multiplient, par exemple sur le «marché» des cabinets médicaux, et au premier chef à travers le nombre des futurs médecins (jusqu'en l'an 2000, les chiffres sont connus: à cette date, la Suisse comptera un médecin pour 250 habitants, alors qu'il y en avait un pour 700 en 1970).

Voyez la Conférence universitaire suisse qui y va chaque année de sa petite brochure de dissuasion («information destinée aux bacheliers qui se proposent d'étudier la médecine») et qui, non contente d'épiloguer sur le nombre restreint de places de stage ou de places d'études pour la formation clinique, se lance, avec mille prudences et circonvolutions, dans l'argumentation économique. Première page de la démonstration 1984: «... La for-

*mation des étudiants en médecine est très 'professionnalisée': presque tous les étudiants ont l'intention d'exercer une activité professionnelle dans le secteur de la santé, très souvent même en cabinet privé. Comme les coûts de notre système de santé publique enflent depuis un certain temps déjà de façon préoccupante, on attribue souvent cette évolution au grand nombre de médecins qui sont formés.»* Qu'en termes diplomatiques ces choses-là sont dites! Mais il y a plus vulgaire: la même Conférence universitaire suisse, pour décourager les amateurs, n'hésite pas à peindre un sombre tableau du standing du médecin à l'avenir — citons encore: «... On ne peut ignorer ici un élément dont on parle de plus en plus souvent lorsqu'il est question de coûts de la santé et de démographie médicale. Certes, une part importante de l'explosion des coûts dans ce domaine revient au secteur hospitalier; mais il y a aussi incontestablement une interdépendance de ces coûts et du nombre de médecins. Quoi qu'il en soit, on doit savoir qu'à l'avenir les médecins, beaucoup plus nombreux, devront se partager une masse d'honoraires qui n'augmentera certainement pas de façon proportionnelle. Il suffit de songer à l'évolution des primes d'assurances maladie et accidents pour se rendre compte que les coûts de la santé ne pourront plus croître au rythme de ces dernières années. Cela se répercutera nécessairement sur le revenu des médecins. Cette perspective n'a pas que des aspects négatifs! Les bacheliers qui veulent aujourd'hui étudier la médecine doivent y être poussés davantage par l'idéalisme que par l'espoir d'un revenu et d'un prestige social élevés.»

Les tenants et abotissants de la démographie médicale invoqués pour préserver, autant que faire se peut, les places fortes financières de la profession d'un afflux de diplômés aux dents longues: on voit mal que cette même démographie médicale ne soit pas prise en compte avec toute la précision voulue pour cerner les contours financiers des prochaines décennies de notre système de santé.

## Le temps, comme il va

Savez-vous bien qu'en 1870, la taille moyenne des recrues vaudoises était de 165 cm et celle des recrues genevoises de 167 cm? Et dire qu'il y a des gens pour nier le progrès!

Autre progrès, qui me laisse perplexe, celui-là. Je lis dans le *Maumort*, roman inachevé et publié voici quelques mois de Roger Martin du Gard, un texte qui doit dater au plus tôt des dernières années trente, où il est question de la population de l'URSS: cent quarante-huit millions d'habitants... J'ai consulté le *Grand Larousse encyclopédique* de 1964: 225 millions d'habitants; le *Grand Larousse* de 1969: 235 millions; le *Grand Larousse* de 1975: 250 millions... A la radio, l'autre jour, j'ai cru entendre articuler le chiffre de 260 millions. Laissons tomber et comptons en gros cent millions pour un demi-siècle — pourtant, l'URSS n'est pas l'un des pays qui «jouisse» d'une natalité record. Fort bien. Le régime communiste est infâme; notamment, il est incapable d'organiser la production de manière à nourrir ses ressortissants et se trouve contraint d'une part d'importer du blé canadien, américain, etc., et d'autre part de piller les Etats satellites de l'Est. Espérons donc que ce régime va disparaître. Espérons surtout que le régime qui succédera parviendra à nourrir, habiller, etc., procurer du travail, instruire — vous avez une recette, vous? Il m'arrive parfois de me demander si nous ne nous trouvons pas devant une situation sans issue, en tout cas à court et à moyen terme. Naturellement, reste la solution de l'ayatollah: fermer les écoles et envoyer les enfants de douze ans et moins gagner leur salut en se faisant tuer. Malheureusement, au contraire des diabétiques haut-savoyards, l'ayatollah manque de punch: il n'envoie que les garçons! C'est les fillettes qu'il faudrait diriger sur le front et, de ce point de vue, on ne peut que souhaiter voir introduit chez nous un service militaire féminin obligatoire.

J. C.